

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/N/1/COL/1

11 avril 1995

(95-0885)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5.1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

COLOMBIE

La Mission permanente de la Colombie, signataire de l'Acte final admis à devenir Membre originel de l'OMC, a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 31 mars 1995.¹

i) Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

Dans le cadre du Pacte sous-régional andin et en vertu des dispositions de la section B du chapitre IV de l'Accord de Carthagène, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela ont conclu, le 13 septembre 1993, l'"Accord sur la complémentarité du secteur des véhicules automobiles", dans le but d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de mettre à profit le marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence.

En décembre 1993, le gouvernement colombien a pris le Décret 2642 de 1993, qui impose aux entreprises de montage l'obligation d'incorporer un pourcentage déterminé d'éléments d'origine nationale dans les véhicules assemblés en Colombie.

Cette politique est assouplie dans le cadre régional du Pacte andin: il est désormais exigé des entreprises de montage qu'elles incorporent un minimum d'éléments originaires des pays signataires du Pacte, et non de la seule Colombie.

1. Catégorie de la liste exemplative à laquelle la mesure appartient.

La mesure notifiée appartient à la catégorie prévue au paragraphe 1 a) de la liste exemplative qui figure à l'annexe de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

La MIC est appliquée en vertu d'une disposition législative d'application générale: le Décret 2642 de 1993, remplacé par le Décret 440 de 1995.

¹Les réponses contenues dans la présente notification suivent l'ordre du modèle approuvé de présentation des notifications au titre de l'article 5.1, contenu dans le document G/TRIMS/1.

3. S'il s'agit d'une MIC de caractère général, quels sont les critères utilisés pour déterminer les entreprises auxquelles elle s'applique?

La mesure notifiée s'applique à toute entreprise nationale ou étrangère de montage de véhicules en Colombie.

4. Si la MIC est appliquée conformément à une législation impérative, cette législation exige-t-elle que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes?

Le Décret 440 de 1995, tout comme le Décret 2642 de 1993, est applicable à toutes les entreprises (nationales ou étrangères) de montage existant en Colombie, et à toutes celles qui s'y établissent.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage. Dans ce dernier cas, préciser la nature de l'avantage.

Le Décret 440 de 1995 est d'application obligatoire et générale pour toutes les entreprises de montage de Colombie.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure.

Les pourcentages minimaux de teneur en éléments d'origine nationale ou régionale sont différents suivant la catégorie de produits assemblés:

- a) Catégorie 1: véhicules automobiles, automobiles tout terrain, véhicules pour le transport de personnes (16 personnes au maximum, chauffeur inclus), véhicules de transport de marchandises d'un poids en charge maximal ne dépassant pas 10 000 livres américaines (soit l'équivalent de 4,537 tonnes), ainsi que leurs châssis comportant une cabine.
- b) Catégorie 2: tous les autres véhicules.

7. Date de mise en oeuvre de la MIC et nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

La mesure est applicable en Colombie depuis la promulgation du Décret 2642 du 28 décembre 1993. Le Décret 440 de 1995 a introduit la notion de pourcentage d'éléments d'origine sous-régionale, ainsi que la formule de calcul et les conditions s'y rapportant.

8. La MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation nationale, comprend-elle des dispositions relatives à sa réduction progressive et/ou à son élimination?

Aucune disposition ne prévoit la réduction progressive et/ou l'élimination de la mesure notifiée.

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit en être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter.

Des copies des Décrets 2642 du 28 décembre 1993 et 440 du 8 mars 1995 sont annexées à la présente notification.²

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la mesure.

Le Ministère du développement économique est chargé d'assurer la mise en oeuvre et le respect de la mesure. Il doit lui être remis, tous les six mois, un rapport ventilé par entreprise et par catégorie, faisant apparaître le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région, et tous les ans, un rapport élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôle, directement engagées par les entreprises de montage et de pièces détachées.

ii) Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique de soutien du secteur des véhicules à moteur mise en oeuvre par la Colombie s'inscrit dans le cadre de l'Accord sur la complémentarité du secteur des véhicules automobiles du Pacte andin, considéré comme moyen de promouvoir le développement de l'industrie régionale naissante de l'automobile.

²Les délégations intéressées peuvent consulter ces documents au Secrétariat (Division de la propriété intellectuelle et des investissements).